

Entre indispensables et indésirables : les consuls Juifs de la Roumanie en Italie pendant l'entre-deux-guerres

Elinor Danusia Popescu¹

Abstract

This study examines the status and fate of Jewish Romanian consuls in interwar Italy, highlighting the tension between diplomatic pragmatism and rising authoritarian ideologies. It shows how professional merit and economic networks were gradually overridden by racial policies, leading to their progressive marginalization and removal.

Keywords: antisemitism, diplomatic networks, fascist Italy, interwar Romania, Jewish consuls.

1/ L'Europe radicalisée et le dilemme de la loyauté

L'année 1933 marque une fracture dans l'histoire politique de l'Europe. L'accession au pouvoir d'Adolf Hitler inaugure une politique antisémite systématique, rapidement transformée en norme administrative et idéologique. La haine contre les Juifs devint non seulement un discours public, mais un mécanisme institutionnel. Ce que Hannah Arendt conceptualisera en 1963 sous le terme de « banalité du mal² » désignait précisément cette normalisation bureaucratique de l'exclusion et de la persécution – un processus dans lequel la violence n'était plus l'exception, mais la routine.

En Roumanie, la question de l'intégration des minorités acquit, après 1918, une ampleur sans précédent. Alors qu'avant la Grande Guerre les minorités représentaient environ 8 % de la population, le recensement de 1930³ indiquait près de 30 %, dont les Juifs constituaient 4 % (près de 750 000 personnes) et plus de 13 % de la population urbaine. La Grande Roumanie était, structurellement, un État pluriethnique, mais mentalement et politiquement elle continuait à fonctionner selon les paramètres d'un nationalisme défensif.

L'émancipation juridique des Juifs de Roumanie s'est réalisée tardivement. Bien que les traités internationaux aient imposé la reconnaissance des droits civils dès 1878, leur application effective fut retardée. Ce n'est qu'après 1919, et sur le plan constitutionnel en 1923, que le principe de l'égalité des droits fut formellement consacré. Toutefois, l'antisémitisme ne disparut pas avec la reconnaissance

¹ Prof. dr. Collège Technique « Carol Ier » de Bucarest, 6e arrondissement, elinor.popescu@gmail.com

² Arendt, Hannah, *Eichmann la Ierusalim: un raport asupra banalității răului* [Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal], Bucarest, Humanitas, 2007.

³ *Recensământul general al populației din 29 decembrie 1930* [Le Recensement général de la population du 29 décembre 1930], II, Bucarest, Editura Monitorul Oficial, 1938.

juridique. Au contraire, dans les années 1920, il s'organisa politiquement. Corneliu Zelea Codreanu et A. C. Cuza structurèrent un mouvement étudiant puis politique militantement antisémite, culminant avec l'apparition de la Légion de l'Archange Michel et de la Garde de Fer. Les violences universitaires, les boycotts commerciaux et la rhétorique de l'épuration ethnique devinrent des phénomènes récurrents⁴.

Dans ce climat tendu, les élites juives intégrées aux structures de l'État – y compris au sein du réseau diplomatique et consulaire – se retrouvèrent dans une position paradoxale. D'une part, leur compétence professionnelle et leur capital social étaient indispensables à la promotion des intérêts économiques et commerciaux de la Roumanie. Il convient de souligner que ces consuls honoraires représentaient une ressource stratégique gratuite : ils ne grevaient pas le budget de l'État, mais mettaient leurs propres fortunes, sièges et réseaux d'influence au service d'une Roumanie en pleine reconstruction. D'autre part, l'ascension de l'antisémitisme institutionnel les transformait en cibles symboliques d'une idéologie de « purification » nationale.

Le dilemme de la loyauté devenait de plus en plus aigu. Le cas du consul général honoraire à Paris, Louis Louis-Dreyfus, illustre cette tension: conseillé par Robert Lièvre, le représentant de la maison de commerce de Louis-Dreyfus en Roumanie, de ne pas démissionner afin de ne pas nuire à la « question juive⁵ », il demeurait pris entre fidélité à l'État et solidarité envers sa propre communauté. Dans les années 1930, cette ambivalence allait s'accroître, notamment dans l'espace allemand et italien.

2/ L'Italie fasciste et le réseau consulaire roumain

Les relations roumano-italiennes de l'entre-deux-guerres furent marquées par l'ambivalence. L'Italie de Benito Mussolini soutenait le révisionnisme hongrois, position perçue à Bucarest comme une trahison morale de la solidarité latine. Dans le même temps, la Péninsule offrait à la Roumanie un cadre économique et culturel dynamique, au sein duquel le réseau consulaire jouait un rôle essentiel. Les consulats roumains de Trieste, Turin, Rome, Naples, Gênes, Milan, Florence, Livourne, Bologne, Palerme, Messine ou Venise fonctionnaient souvent grâce à des notables locaux – hommes d'affaires, aristocrates, membres de chambres de commerce, avocats, banquiers. La diplomatie honorifique était, dans une large mesure, une diplomatie de réseaux d'influence.

⁴ Nastasă, Lucian (édit.), *Antisemitismul universitar în România (1919–1939) Mărturii documentare* [L'antisémitisme universitaire en Roumanie (1919–1939). Témoignages documentaires], Editura Institutului pentru Studiarea Problemelor Minorităților Naționale, Cluj Napoca, 2011; Livezeanu, Irina, *Cultural politics in greater Romania. Regionalism, nation building and ethnic struggle, 1918–1930*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1995.

⁵ Lettre de Lièvre à Louis-Dreyfus, du 7 avril 1927, AMAER, Paris, vol. IV, dossier 776, non folioté.

Dans ce contexte, des personnalités telles que Guido Reinach à Milan ou Leo Schwarz à Gênes ont incarné un modèle de performance consulaire active, technocratique et orientée vers la dynamisation des relations commerciales. Reinach, docteur en chimie et figure influente du milieu industriel milanais, soutenait la propagande culturelle roumaine et le renforcement des échanges économiques. Schwarz, pour sa part, était apprécié pour sa rigueur et son efficacité, dépassant le caractère purement décoratif de nombreuses fonctions honorifiques.

Le tournant idéologique décisif survint en 1938, avec la publication du « Manifeste de la race » (*Manifesto della Razza*) et l'adoption des lois raciales par le régime de Mussolini. Bien que le fascisme italien n'ait pas été initialement dominé par un antisémitisme biologique comparable à celui du nazisme, l'alignement sur l'Axe Berlin–Rome imposa une épuration radicale de la vie publique italienne. L'origine juive devint soudain un obstacle insurmontable. En 1939–1940, sous la pression directe des autorités italiennes et par conformisme bureaucratique roumain, les consuls juifs furent progressivement marginalisés puis révoqués.

L'épuration fut souvent préparée par des accusations administratives – irrégularités financières, statut juridique incertain, absence de clarification de la citoyenneté – qui masquaient le véritable motif : la conformité au critère racial. Les fonctions de Vittorio Chayes à Livourne et de Leo Schwarz à Gênes prirent fin le 1er avril 1940. Guido Reinach, le dernier en poste, fut révoqué le 15 septembre 1940. Ainsi, en moins de deux ans, la présence juive au sein du réseau consulaire roumain en Italie fut pratiquement éliminée.

La dégradation du contexte géopolitique dans la seconde moitié des années 1930 mit en lumière l'ambiguïté des relations roumano-italiennes. Le régime de Benito Mussolini manifestait une disposition croissante à soutenir le révisionnisme hongrois, remettant en question la légitimité de l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie. Dans le même temps, le discours officiel continuait d'invoquer la latinité commune et la possibilité d'une coopération culturelle et économique privilégiée.

C'est dans cet espace de contradictions qu'évolua le réseau consulaire roumain en Italie. Entre 1934 et 1940, celui-ci était hétérogène. Les consulats des grands centres économiques – Turin, Milan, Rome, Venise, Gênes – bénéficiaient d'une intégration solide dans les milieux commerciaux et culturels. En revanche, les offices du sud de l'Italie et de la Sicile (Palerme, Messine, Catane) souffraient fréquemment d'inactivité, de précarité logistique ou de nominations motivées davantage par des relations personnelles que par le mérite professionnel.

Les consulats honoraires, par leur nature même, accentuaient ces ambiguïtés. L'absence de critères uniformes d'évaluation, l'insuffisance des ressources et la dépendance à l'égard des réseaux locaux faisaient varier considérablement les

performances. Si à Milan ou à Gênes l'activité consulaire pouvait atteindre un niveau remarquable d'efficacité économique et de propagande culturelle, dans d'autres villes la fonction demeurait presque symbolique. Cette structure inégale devint vulnérable au moment de la radicalisation idéologique des régimes européens. L'intensification des politiques antisémites en Allemagne et en Italie – culminant avec les lois raciales italiennes de 1938 – affecta directement la représentation diplomatique roumaine. Dans les États totalitaires, le critère ethnique commença à prévaloir sur la compétence professionnelle. Démissions forcées, refus de reconnaissance et révocations marquèrent la fin d'une étape où le capital social et économique comptait davantage que l'origine.

La réforme consulaire de 1936–1937, par laquelle l'Allemagne nazie remplaça systématiquement les consulats honoraires par des offices de carrière directement subordonnés au ministère des Affaires étrangères, illustre cette tendance à la centralisation et à l'épuration idéologique. Des villes comme Hambourg, Francfort, Cologne ou Dresde virent la fermeture des consulats honoraires roumains et leur transformation en consulats de carrière, en conformité avec la nouvelle doctrine administrative du régime.

En Italie, la pression idéologique s'exerça de manière plus graduelle, mais non moins efficace. Le réseau consulaire roumain, déjà structurellement déséquilibré, devint un terrain d'application des nouvelles exigences raciales et politiques. Dans ce contexte, les consuls juifs – auparavant indispensables aux relations commerciales et à l'insertion dans les élites locales – devinrent progressivement indésirables. Les épisodes ultérieurs de 1939–1940 représentèrent l'aboutissement d'une dynamique amorcée avec la marginalisation de Nicolae Titulescu : le déplacement du centre de gravité de la décision politique vers un exécutif de plus en plus autoritaire, idéologiquement synchronisé avec les régimes fascistes européens. La diplomatie consulaire, autrefois espace de pragmatisme et de réseaux transnationaux, fut subordonnée au critère identitaire et à la loyauté idéologique.

En 1948, le changement radical de régime en Roumanie mit définitivement fin au système des consulats honoraires en Italie, en France et au Royaume-Uni, tandis qu'en Allemagne, fragmentée entre zones d'occupation alliées, le cadre consulaire roumain était déjà devenu inopérant. S'achevait ainsi un cycle historique au cours duquel la diplomatie consulaire avait été simultanément un instrument d'intégration européenne et une victime de la radicalisation du continent.

3/ La crise Titulescu et ses échos consulaires

Le 7 mars 1936, la remilitarisation de la Rhénanie par Adolf Hitler annula de facto l'équilibre précaire instauré par le Traité de Locarno de 1925. Pour la Roumanie, dépendante du système d'alliances français et de l'architecture de la sécurité collective, le geste de Berlin constitua un signal d'alarme. Dans ce contexte tendu, le ministre des Affaires étrangères Nicolae Titulescu avança l'idée d'un traité secret avec l'Union soviétique. Son éviction en août 1936 représenta un changement de paradigme qui affecta directement l'« immunité » de l'élite diplomatique juive. Avec son départ, le barrage opposé aux courants d'extrême droite au sein du ministère des Affaires étrangères céda, permettant des infiltrations idéologiques dans le corps consulaire.

Les tensions internes furent attentivement suivies par le réseau consulaire. En décembre 1935, le consul général honoraire à Trieste, Antonio di Demetrio, transmet au ministre Ion Lugoșianu des informations relatives à un article paru dans *Pester Lloyd*, la plus influente publication germanophone de la Hongrie de l'entre-deux-guerres. Intitulé « Comment évoluent les relations roumano-soviétiques ? », le texte suggérait un changement de paradigme : de l'enthousiasme presque automatique avec lequel le Parlement roumain avait soutenu Titulescu, à une position défensive, marquée par des réserves et des silences significatifs.

Di Demetrio se démarquait toutefois de la perspective hongroise, invoquant la cordialité des relations diplomatiques cultivées par Titulescu : « Je connais la cordialité des relations diplomatiques que Son Excellence Titulescu a su établir avec la Russie et je sais combien notre ministre des Affaires étrangères, qui a placé au premier plan la politique extérieure de la Roumanie, fondée sur sa continuité, ses alliances et ses accords, jouit de la pleine confiance de la Couronne et de la nation tout entière, sans exception. »⁶ En réalité, l'article du *Pester Lloyd* exploitait précisément les fissures internes du régime, suggérant que le soutien antérieur avait été « accepté a priori », affaiblissant implicitement l'autorité politique du ministre. Pour les milieux révisionnistes hongrois, Titulescu représentait un obstacle majeur ; son affaiblissement constituait donc un signal favorable.

Le discours prononcé par Titulescu le 13 décembre 1935 à la Chambre des députés, en réponse à l'interpellation de Gheorghe I. Brătianu, est révélateur. En niant publiquement toute négociation concernant le transit de troupes soviétiques, le ministre cherchait à désamorcer les pressions internes. Sa prudence n'était toutefois pas dictée uniquement par l'opposition parlementaire, mais aussi par les résistances

⁶ Lettre de Antonio di Demetrio à Ion Lugoșianu, du 27 décembre 1935, AMAER, Rome, vol. 297, non folioté.

entourant la Couronne. L'article du Pester Lloyd évoquait l'existence de « forces invisibles » hostiles à une politique de rapprochement avec l'Union soviétique – allusion transparente aux milieux conservateurs et aux influences pro-allemandes ou pro-italiennes dans l'entourage royal.

L'absence d'applaudissements, le silence de l'extrême droite, la présence du ministre soviétique dans la salle – tous ces détails furent transformés par la presse hongroise en symbole de l'isolement progressif de Titulescu. L'épisode parlementaire, en apparence mineur, devenait l'indice d'une vulnérabilité diplomatique plus profonde. Le réseau consulaire roumain, contraint d'interpréter et de transmettre de tels signaux, fonctionnait comme un baromètre du climat politique interne et international.

4/ Des cas exemplaires : de la performance consulaire à l'épuration

Si l'architecture institutionnelle du réseau consulaire roumain en Italie révèle un système hétérogène et vulnérable, les destins individuels des consuls juifs mettent en lumière, à l'échelle humaine, le mécanisme par lequel la compétence fut subordonnée au critère racial. Les cas de Guido Reinach (Milan), Leo Schwarz (Gênes) et Vittorio Chayes (Livourne) illustrent la transition d'une diplomatie pragmatique, centrée sur l'efficacité économique, à une diplomatie idéologisée, alignée sur les exigences des États totalitaires.

Guido Reinach – excellence professionnelle et marginalisation progressive

Nommé consul général honoraire à Milan, Guido Reinach provenait d'un milieu industriel et intellectuel solide ; docteur en chimie, il était bien intégré aux élites économiques lombardes. Il cumulait de nombreuses fonctions : vice-président de la société italienne à responsabilité limitée « Lubratifs Reinach » à Milan, président de la société suisse « Lubricants Reinach », membre influent du conseil d'administration de la société « Asfalti e Bitumi » à Raguse, conseiller de l'Automobile Club de Milan et, enfin – non sans importance – conseiller de la Chambre de commerce italo-roumaine de Milan dès sa fondation⁷. Son activité dépassait le cadre strictement formel de la représentation consulaire. Reinach soutint des initiatives culturelles roumaines, facilita des contacts commerciaux et consolida les relations entre les milieux d'affaires italiens et les partenaires roumains. Milan, capitale économique de l'Italie, offrait un cadre privilégié pour une diplomatie consulaire active, et Reinach sut exploiter cette position avec efficacité. Au début des années 1930, son origine juive ne constitua pas un obstacle significatif. Le

⁷ Popescu, Elinor Danusia, *Consulii României în careul marilor puteri vest-europene, 1919-1939* [*Les consuls de Roumanie dans le carré des grandes puissances d'Europe occidentale, 1919-1939*], Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2025, p. 342.

fascisme italien, jusqu'à sa radicalisation en 1938, conserva une certaine ambivalence à l'égard de la population juive, et le critère de compétence économique prévalait encore dans la pratique.

L'adoption des lois raciales en 1938 modifia toutefois radicalement le contexte. Reinach devint progressivement une présence gênante, non en raison de ses performances – toujours reconnues – mais en raison de son incompatibilité avec les nouvelles normes idéologiques. Sa révocation, le 15 septembre 1940, représenta l'acte final d'un processus de marginalisation amorcé avec la synchronisation croissante de la Roumanie avec l'Axe Berlin–Rome. Dans son cas, l'indispensabilité économique ne put plus compenser le stigmate identitaire.

Leo Schwarz – efficacité administrative sous pression idéologique

À Gênes, l'un des principaux ports d'Italie, Leo Schwarz développa une activité consulaire centrée sur les relations maritimes et commerciales. Ville portuaire stratégique, Gênes nécessitait une représentation active, capable de gérer des flux économiques complexes et des contacts avec les milieux navals et financiers. Sa correspondance atteste d'une implication constante dans les questions commerciales et administratives, ainsi que d'une relation de travail efficace avec les autorités locales. Son parcours au sein du réseau consulaire roumain incarne une méritocratie pragmatique, reconnue officiellement pour son engagement soutenu.

Après 1938, cependant, la pression du régime fasciste devint explicite. Dans un climat où le critère racial commençait à conditionner la légitimité publique, sa position devint de plus en plus fragile. Le 1er avril 1940, ses fonctions prirent fin. De manière significative, la révocation ne fut pas accompagnée d'une évaluation négative de son activité, mais justifiée par des arguments administratifs ou juridiques masquant la cause réelle : la conformité aux exigences idéologiques de l'État hôte et, simultanément, à la nouvelle orientation politique de Bucarest.

Vittorio Chayes – la fragilité du statut consulaire

À Livourne, ville à la tradition commerciale cosmopolite et dotée d'une ancienne et influente communauté juive, Vittorio Chayes représentait un choix cohérent pour consolider les relations économiques roumano-italiennes. Son intégration dans le milieu local constituait un atout évident pour la diplomatie commerciale. Toutefois, avec l'application de la législation raciale, son statut devint incompatible avec les nouvelles normes fascistes. Le 1er avril 1940, son mandat prit fin, parallèlement à celui de Leo Schwarz. Son cas met en évidence la vulnérabilité structurelle des consuls honoraires : dépendants de la reconnaissance des autorités locales et privés de la protection d'un statut diplomatique plein, ils pouvaient être rapidement écartés lorsque le contexte politique l'exigeait.

Analysés conjointement, ces trois cas révèlent l'existence d'un mécanisme commun. L'épuration ne se produisit pas brutalement, par un acte unique et spectaculaire, mais résulta d'un processus progressif, où s'entremêlèrent la pression explicite exercée par les autorités fascistes après 1938, le conformisme bureaucratique de l'administration roumaine et l'anticipation opportuniste de la nouvelle orientation politique de Bucarest.

Sur le plan formel, les décisions furent justifiées par des arguments techniques : réorganisation du réseau, clarifications juridiques, nécessité d'efficacité accrue. En réalité, le critère ethnique était devenu déterminant. L'épuration des consuls juifs en Italie s'inscrivit dans une tendance plus large d'« alignement » sur les pratiques des États totalitaires, processus qui s'intensifia après 1940, avec le rapprochement officiel de la Roumanie avec l'Allemagne nazie.

5/ Conclusions : une indispensable conditionnée

Le destin des consuls juifs roumains dans l'Italie de l'entre-deux-guerres met en lumière la tension entre deux logiques concurrentes. Tant que l'équilibre européen permit une relative autonomie de la sphère économique, les consuls juifs furent indispensables. Le paradoxe amer réside dans le fait que ces hommes représentèrent l'État roumain avec une loyauté parfois supérieure à celle de nombreux fonctionnaires de carrière, précisément parce que la fonction de consul honoraire constituait pour eux une confirmation d'intégration et de prestige social. Leur élimination marqua non seulement une perte de compétence, mais aussi la capitulation de l'éthique diplomatique face au préjugé.

Au-delà des actes administratifs, demeure la question tragique de leur destin humain après 1940. Dans une Europe où l'« exequatur » avait été retiré, les anciens consuls de Roumanie restèrent de simples individus face au mécanisme d'extermination, l'État qu'ils avaient servi avec honneur les regardant désormais à travers le prisme déformant de l'indésirabilité.

En conclusion, l'étude du réseau consulaire roumain en Italie révèle une fracture entre la rationalité diplomatique et l'irrationalité idéologique. Ces consuls juifs, bien que structurellement indispensables à la reconstruction économique et au prestige international de la Grande Roumanie, sont devenus politiquement indésirables sous la pression de l'Axe. Leur éviction ne fut pas un simple ajustement administratif, mais le symptôme d'une Europe qui renonçait au pragmatisme pour embrasser l'exclusion. En perdant ces hommes, la diplomatie roumaine ne perdait pas seulement des experts et des réseaux d'influence, elle perdait son immunité face à la radicalisation. Le destin de Guido Reinach, Leo Schwarz et Vittorio Chayes symbolise ainsi la fin d'une époque où le mérite professionnel pouvait encore transcender les barrières identitaires, avant que le continent ne sombre dans la nuit de l'arbitraire racial.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE:

Les archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie [AMAER], Fonds Rome, volume 297.

AMAER, Problème 75 Consuls honoraires de Roumanie en divers pays, volume 34, Italie.

AMAER, Fonds Paris, vol. IV, dossier 776.

Recensământul general al populației din 29 decembrie 1930 [Le Recensement général de la population du 29 décembre 1930], II, București, Monitorul Oficial, 1938.

Arendt, Hannah, *Eichmann la Ierusalim: un raport asupra banalității răului* [Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal], Bucarest, Humanitas, 2007.

Livezeanu, Irina, *Cultural politics in greater Romania. Regionalism, nation building and ethnic struggle, 1918-1930*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1995.

Nastasă, Lucian (édit.), *Antisemitismul universitar în România (1919–1939). Mărturii documentare* [L'antisémitisme universitaire en Roumanie (1919–1939). Témoignages documentaires], Editura Institutului pentru Studierea Problemelor Minorităților Naționale, Cluj Napoca, 2011.

Popescu, Elinor Danusia, *Consulii României în careul marilor puteri vest-europene, 1919-1939* [Les consuls de Roumanie dans le carré des grandes puissances d'Europe occidentale, 1919-1939], Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2025.

Potra, George G., Turcu, Constantin, I., Oprea, Ion, M., *Nicolae Titulescu. Politica externă a României, 1937* [Nicolae Titulescu. La politique extérieure de la Roumanie, 1937], Bucarest, Enciclopedică, 1994.

Sandu, Traian, *Un fascisme roumain : histoire de la Garde de fer*, Perrin, Paris, 2014.

Turda, Marius, *Eugenism și modernitate. Națiune, rasă și geopolitică în Europa (1870-1950)* [Eugénisme et modernité. Nation, race et géopolitique en Europe (1870-1950)], Iași, Polirom, 2014.

